

De quelle manière faudra-t-il apprécier ce sommet du G20 ? Sur quels instruments de mesure sera-t-il pertinent de s'appuyer pour appréhender les résultats de cette réunion importante, tant annoncée qu'attendue, des chefs d'Etat et de gouvernement.

Ci-dessous, les avis de quelques personnes éminentes que nous avons pu interroger dans le cadre de débats, conférences, ou ateliers, auxquels nous avons pu participer.

### ► Pessimisme vs optimisme sur l'issue du sommet

**Agnès Bénassy-Quéré, directeur du CEPII :** *«Il est difficile de parler de pessimisme ou d'optimisme. Tout dépend de l'ambition sous-jacente. Si on pense que le sommet doit absolument régler le problème du too big to fail, qu'il doit combler tous les trous de la réglementation, et relancer le cycle de Doha, alors on peut être pessimiste. Je ne suis pas sûr que les États-Unis soient convaincus que les négociations dans le cadre du cycle de Doha soit cruciale. C'est un sujet qui fera probablement les frais du contexte politique américain».*

**Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi :** *« Le G20 de Londres en avril na pas été vain. J'ai l'espoir que celui de Pittsburgh ne le sera pas davantage ».*

**Daniel Cohen, économiste :** *«Nous pouvons craindre un compromis très mou sur la régulation des banques, le minimum syndical pour avoir l'air d'avoir fait quelque chose, que l'on régule par exemple les bonus des traders et non le modèle économique des banques.*

*Le risque serait d'aboutir à des formules à dormir debout qui ne convaincraient personne et que l'on passe à coté de cette rencontre historique».*

### ► Le socle minimal pour un sommet « réussi »

**Agnès Benassy Quéré Directrice du CEPII :** *«Les éléments essentiels résident dans le comblement des trous dans la réglementation, le renforcement des fonds propres des banques et le traitement du « too big to fail ». Trois axes très politiques qui demandent beaucoup de coordination. Le sommet devrait lancer des chantiers dans les autres domaines : la réforme du FMI, les grands déséquilibres mondiaux».*

**Jean Pisani-Ferry directeur de l'Institut Bruegel (Bruxelles) :** *«Il y a dans ce sommet des rapports de forces, des intérêts privés, des intérêts de place. Le degré d'incertitude et le manque de clarté sur ce qu'il faut faire sur un certain nombre de sujets demeure très grand.*

*Il ne faut pas sous-estimer cette dimension. Nous n'avons pas une idée précise de ce qu'il faut faire.*

*Prenons l'exemple de la réglementation macro prudentielle. Tout le monde plaide pour la définition d'un instrument de type réglementaire, afin de gérer les excès d'actifs qui mettent en danger la stabilité économique et financière et compléter la politique monétaire, qui manie les taux d'intérêt. Tout le monde souhaite éviter une situation où on risquerait de faire remonter les taux d'intérêt à des niveaux punitifs, et créer beaucoup de chômage.*

*Nul ne sait pour autant comment cet instrument réglementaire macro prudentiel va fonctionner exactement, par quel canal de transmission il va agir, quelle relation il aura avec le maniement des taux d'intérêt. Cela signifie-t-il par ailleurs que la politique monétaire doit se spécialiser*

*uniquement sur le prix des biens ou doit-elle également se préoccuper de la stabilité des actifs en faisant de la politique contracyclique allant dans le sens de la prudence dans le cas où il y a des développements financiers qui menacent la stabilité financière. Tout cela est en discussion et est très incertain. Les modèles intellectuels ne sont pas clairs du tout.*

*Nous avons besoin d'aller vite parce qu'on voit qu'il y a des intérêts qui se reforment. Nous risquons d'assister à des blocages. Mais en même temps il y a besoin de temps pour préciser les enjeux sur un certain nombre de sujets».*

### ► **Mise en exécution des mesures définies par le sommet**

**Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi :** *«Dans le communiqué du G20, parce que la finance et, les risques de contamination ignorent les frontières, nous avons identifié deux institutions, le FMI et le FSB (Financial Stability Board, en français Conseil de stabilité financière) pour donner mission à l'un d'identifier les risques, et à l'autre de faire des propositions de standards.*

*Timothy Geithner a affiché l'ambition de le faire le plus efficacement et le plus rapidement possible. Cela l'a amené à utiliser un certain nombre des outils et agences existants, tout en créant une agence supplémentaire au profit des épargnants.*

*Nous souhaitons en Europe mettre en œuvre l'essentiel des propositions du rapport de Larosière sur la supervision du système financier en créant une unité centrale pour identifier et anticiper les risques, et en dotant chacun des trois contrôleurs en matière boursière, en matière d'assurance et en matière de marchés financiers de suffisamment de pouvoirs pour superviser, modifier, engager vers des comportements vertueux. Le processus a commencé. La présidence suédoise est déterminée à faire aboutir le dossier avant la fin de l'année 2009».*

**Agnès Bénassy-Quéré, directeur du CEPII :** *«La question de la régulation financière est dangereuse sur le plan de la concurrence.*

*Il a été suggéré de basculer une partie de la régulation du pays d'origine vers le pays de destination avec l'idée que sur un plan macro prudentiel, les établissements bancaires de dimension internationale devaient être régulées de la même manière dans les pays où ils sont implantés. Les filiales doivent être assignées au même traitement que les maisons-mères. Cela permettra également d'éviter une inefficacité dans la lutte contre l'arbitrage réglementaire. Les pays de destination peuvent mettre en place des réglementations favorables à leurs propres banques et poser de facto une barrière à l'entrée pour les banques étrangères qui seraient assujetties à un traitement différent».*

### ► **Caractère informel du G20**

**Jacques Attali, président de PlaNet Finance, économiste, écrivain :** *«Le G20 constitue un grand progrès par rapport aux instances passées mais, aussi longtemps que nous demeurerons dans un cadre informel, l'absence de règle du jeu, de procédures de vote se termine toujours par un diktat américain. Il est frappant de constater que quelques semaines après la réunion de Lisbonne, nous avons la réunion du FMI à Istanbul. Il faudrait rapidement passer d'un G20 informel à un G20 formel. Nous pourrions par exemple imaginer une fusion de ce sommet avec le Conseil de sécurité. Celle-ci se ferait rapidement par simple décision politique. Il suffit qu'il y ait la volonté de le faire».*

**Aminata Traoré, ancienne ministre de la Culture du Mali, militante altermondialiste:** *«Je ne pense pas que les décisions sorties du G20 vont améliorer la qualité des relations des économies.*

*Nous attendons une véritable réforme des Nations Unies. C'est là que nous nous retrouvons, que nous avons le sentiment de jouer à armes égales même si les dés sont parfois pipés.*

*Je suis triste de voir que nous loupons une occasion historique de liquider un certain nombre de contentieux et de nous réconcilier».*

**Agnès Benassy Quéré Directrice du CEPII :** *«Le G20 est une forme de contournement du niveau européen. Il y a une concurrence entre les deux niveaux.*

*La création du G20 tend à redonner un espace de représentation et d'actions externes aux grands pays européens. Ces derniers estiment qu'il est plus intéressant de parler de régulation financière avec les Etats Unis, le Japon, la Chine, l'Inde qu'avec de petits pays européens.*

*Ce sommet est également perçu positivement par les grands pays émergents. L'ordre du jour n'est pas fixé par une bureaucratie mais par les membres eux-mêmes. Ce qui oblige les membres à venir avec des suggestions. Les ressources en termes d'analyse de chaque pays sont de ce fait très importantes.*

*Cela faisait des années que le G7 était totalement inopérant, on pouvait écrire à l'avance le communiqué du sommet. Nous avons l'impression avec le G20 qu'il y a de véritables discussions, même si nous avons la sensation que les décisions prises ne concernent pas toujours le coeur de la crise».*

**Jean Pisani-Ferry Directeur de l'Institut Bruegel (Bruxelles) :** *«L'administration américaine a donné des gages importants de changement d'attitude, de multilatéralisme. Elle a pris position pour une surveillance équilibrée des différents pays. Obama a accepté qu'il y ait un programme d'évaluation de la stabilité financière dans le pays. De ce point de vue la c'est une rupture nette avec l'attitude de l'administration Bush.*

*Par ailleurs le G 20 n'est certainement pas un renforcement de la capacité du diktat américain. C'est une institution dans laquelle les poids sont plus équilibrés même s'il demeure un leadership américain important.*

*Nous avons une institution informelle qui pilote et à côté deux institutions technique : le FMI et le FSB qui ont une fonction exécutive. D'expérience, nous savons que ce n'est pas un mauvais système.*

*Le système des Nations unies n'est clairement pas en état aujourd'hui de se substituer au G20. Ce serait là pour le coup la garantie que la réunion se viderait de sa substance».*

**Imen Hazgui**

Publié le 25 septembre 2009